

(p. 1691) ; de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2885, 2886) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote (Notre amitié pour le peuple tunisien)* [8 juillet 1955] (p. 3763) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité (Conseil du trône, tactique du fait accompli, mission de M. Grandval, éclatement d'une deuxième guerre du Rif)* [8 octobre 1955] (p. 4968, 4969) ; *Confusion dans le vote intervenu sur l'ordre du jour de M. Depreux* (p. 4971) ; — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Sa demande de suspension de séance* [26 octobre 1955] (p. 5319) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme, Art. 8 : *Amendement de M. Claudius-Petit (Extension du droit de préemption à l'ensemble du territoire)* [9 novembre 1955] (p. 5580, 5581) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet (Elections anticipées avec loi électorale du 9 mai 1951)* [9 novembre 1955] (p. 5616) ; de ce projet de loi en troisième lecture : *Contre-projet de M. Bénard (Scrutin d'arrondissement à deux tours)* [16 novembre 1955] (p. 5767 à 5769) ; *Attitude du Conseil de la République* (p. 5767, 5768).

BERNARD (M. Michel), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription) (U.D.S.R.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 novembre 1954] (**F. n° 445**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission du travail et de la sécurité sociale, membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du

charbon et de l'acier [5 mars, 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**).

Dépôts :

Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à garantir leur emploi aux jeunes gens libérés du service militaire, **n° 5252**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 11 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952, relatif à la participation des caisses de sécurité sociale aux dépenses d'équipement hospitalier, **n° 6443**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi portant réforme du statut des entreprises, **n° 7646**.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'âge* [5 juillet 1951] (p. 5863). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur : l'échelle mobile en Allemagne en 1923, le danger d'inflation, le caractère anti-social de la loi [18 septembre 1951] (p. 7409, 7410) ; Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du cinquième alinéa ne prévoyant qu'une révision par trimestre [20 septembre 1951] (p. 7510). — Est nommé Secrétaire d'âge [8 janvier 1952] (p. 197). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, GUERRE, Chap. 3401 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Livrets portant la mention « déserteur ») [26 janvier 1953] (p. 431) ; le retire (ibid) ; — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Définition du salaire, nécessité de faire participer le personnel aux bénéfices et aux augmentations de capital de l'entreprise)* [12 février 1954] (p. 251, 252). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1955] (p. 1), [4 octobre 1955] (p. 4753).*

BERTHET (M. Alix), Député de l'Isère (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**),

[20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 30 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse spéciale, au sein de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre, alimentée par l'abandon total de la retraite du combattant, par certains anciens combattants, au profit d'œuvres sociales, n° 2318. — Le 9 juillet 1952, un avis, au nom de la Commission de la presse, sur la proposition de loi (n° 3309) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 4041. — Le 11 décembre 1952, un avis, au nom de la Commission de la presse, sur l'avis (n° 4975) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3309), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 5038. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à l'électrification de la section de ligne S. N. C. F. Lyon—Grenoble, n° 5604. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires pour la réparation des dégâts occasionnés par les orages et la fonte des neiges dans le canton de Bourg-d'Oisans (Isère), n° 10143. — Le 24 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère les crédits nécessaires pour la réparation des digues endommagées, pour l'aménagement de l'Isère, pour l'indemnisation des agriculteurs sinistrés, n° 11022.

Interventions :

Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son amendement tendant à incorporer*

comme caporaux-chefs les étudiants ayant satisfait aux épreuves de la P. M. S. et à ne leur faire faire qu'un an de service [21 mars 1952] (p. 1429). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Biens de presse en Algérie, leur sort depuis l'annulation du décret de transfert* [11 avril 1952] (p. 2225). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 juillet 1952] (p. 3797) ; *Discussion générale* (p. 3802) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 décembre 1952] (p. 6229, 6230). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles un journaliste de la Radiodiffusion française a été contraint de suspendre ses émissions et commentaires sur le tour de France cycliste [7 octobre 1952] (p. 4067). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL ; Etat B, Chap. 41-01 *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Agence France-Presse (Vote du statut de l'A. F. P.)* [31 octobre 1952] (p. 4656) ; *le retire* (p. 4659). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour retrouver les enfants Finaly [18 février 1953] (p. 1110) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la personnalité de Mlle Brun, l'article de M. Mauriac, l'appel de M. Ybarnegaray aux Basques, les mises en liberté provisoire des prêtres inculpés* [3 mars 1953] (p. 1546 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 15 : *Son amendement tendant à empêcher les distributeurs et exportateurs de prélever des fonds avant le paiement intégral des créanciers* [20 février 1953] (p. 1239, 1240) ; *le retire* (p. 1240). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur l'affaire Finaly* [24 février 1953] (p. 1305). — Dépose une demande d'interpellation : sur les enfants Finaly et en demande la discussion immédiate [24 mars 1953] (p. 2234) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'attitude de l'Eglise et du Vatican, l'arrêt rendu*

en France, l'attitude du Gouvernement espagnol [24 mars 1953] (p. 2234, 2235); — sur la situation des enfants Finaly [25 mars 1953] (p. 2322). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Cas de M. Mohamed Bedjaoui, candidat à l'E. N. A., exclu du concours après y avoir été deux fois admis, accusé par la police d'avoir tenu à Tlemcen des propos hostiles à la France* [8 octobre 1953] (p. 4119, 4120); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Médiocrité du revenu de l'exploitant moyen, disparité des rendements à l'hectare, propositions socialistes tendant à réaliser une certaine péréquation des charges et des prestations sociales* [22 octobre 1953] (p. 4463, 4464). — Pose à M le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à l'emploi de wagons de bois dans les trains ouvriers [26 février 1954] (p. 575). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative à l'acquittement du chef de la milice du Belley : *Emotion des résistants de l'Isère à la suite de la décision du tribunal militaire de Lyon, pouvoir discrétionnaire du président du tribunal militaire et audition de témoins* [9 avril 1954] (p. 1959). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au marché du beurre [28 janvier 1955] (p. 384, 385). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *L'Humanité, l'agriculture soviétique* [18 février 1955] (p. 818, 819). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**; Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement indicatif (Titularisation de sténographes)* [17 mars 1955] (p. 1611); le retire (ibid.); Chap. 1010 : *Intervention de M. Pradeau (Inspection générale)* (p. 1612); Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Personnel de la radio en Tunisie)* (p. 1613, 1614); le retire (p. 1614); Chap. 1040 : *Son amendement indicatif (Création d'un cadre de spécialistes sous contrat artistique)* (p. 1617); le retire (ibid); Chap. 1050 : *Son amendement (Emissions artistiques)* (p. 1618); le retire (ibid); Chap. 1070 : *Son amendement indicatif (Journalistes « pigistes »)* (p. 1622, 1623); Chap. 3030 : *Son amendement indicatif (Subventions aux organisateurs de compétitions sportives)* (p. 1624, 1625); — d'une proposition de loi relative au

financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Les raisons de la crise laitière, l'exportation* [22 mars 1955] (p. 1809, 1810). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [23 mars 1955] (p. 1872); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Malaise paysan et rendez-vous d'avril, marché laitier, viticulture* [24 mars 1955] (p. 1898 et suiv.).

BERTHOIN (M. Jean), Sénateur.

Ministre de l'Education nationale.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE).

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Ministre de l'Education nationale.

(2^e Cabinet Edgar FAURE).

depuis le 23 février 1955.

Dépôts :

Le 29 juillet 1954, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les Lettres, les Sciences et les Arts, **n° 9002**. — Le 4 août 1955, un projet de loi portant réforme de l'enseignement public, **n° 11404**. — Le 4 août 1955, un projet de loi portant réforme de l'enseignement public, **n° 11404 (annexe)**.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse nationale des lettres : *Loi du 11 octobre 1946; financement nécessaire* [30 juin 1954] (p. 3184); Art. 6 : *Amendement de M. Simonnet (Financement, aide aux œuvres d'érudition)* [7 juillet 1954] (p. 3269, 3270); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de l'EDUCATION NATIONALE pour l'exercice 1955 : *Construction d'un parc de classes démontables, création du troisième cycle, professeurs associés, améliorations en faveur de la fonction enseignante, problèmes du recrutement, bourses, budget des arts et lettres, crédits d'équipement,*